

COMMUNIQUE DE PRESSE

Baromètre ADEB 2019

Les patrons de la construction inquiets face au manque structurel de main-d'oeuvre et de vision politique claire

Woluwé-Saint-Pierre, le 10 mai 2019 – *L'Association des Entrepreneurs Belges de Grands Travaux (ADEB) publie son Baromètre Annuel et partage le constat suivant:*

- Si l'investissement public a redémarré, il reste en-deçà de la moyenne européenne et des besoins économiques du pays;
- La confiance des patrons en chute libre malgré la bonne santé des entreprises ;
- Le nombre d'emplois a augmenté de 7,4%;
- 91% des entreprises devraient engager du personnel dans l'année mais la majorité estime qu'elle ne trouvera pas le personnel qualifié recherché;
- Il est urgent de prévoir un plan de réfection des ponts en Belgique.

BAROMETRE ADEB 2019

L'Association des Entrepreneurs Belges de Grands Travaux (ADEB) publie les résultats du sixième Baromètre Annuel: Etat de santé des entreprises belges de grands travaux et confiance des dirigeants. Si les entreprises se portent bien, le Baromètre enregistre une forte baisse de la confiance des dirigeants face à la pénurie de personnel qualifié et au manque de vision politique.

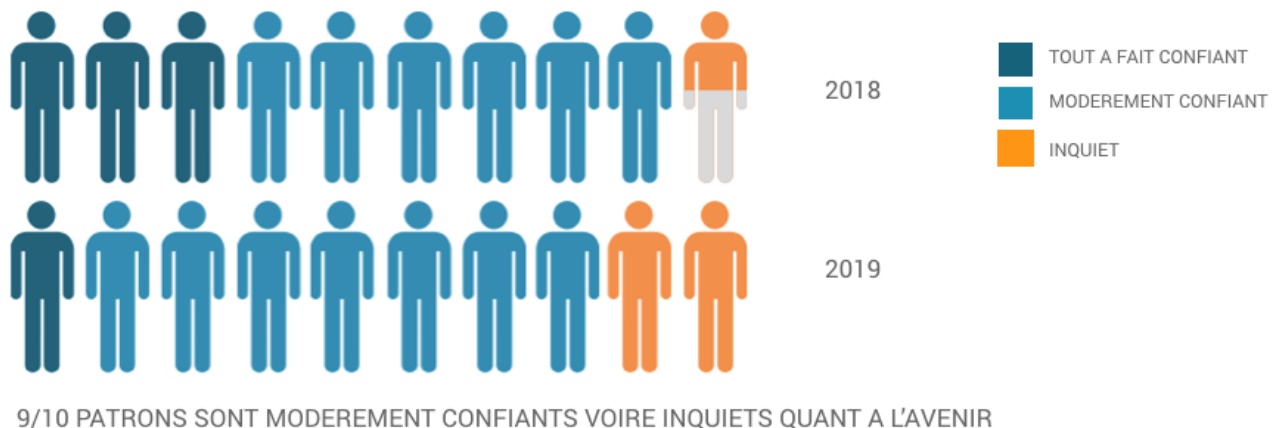
8 dirigeants sur 10 déclarent leur entreprise en bonne santé

84% des dirigeants d'entreprises belges de grands travaux estiment l'état de santé de leur entreprise "très bon à bon"; un chiffre record qui s'explique par l'ouverture de nombreux chantiers longtemps attendus. Si l'année dernière 19% des entreprises déclaraient leur situation préoccupante, elles ne sont plus que 12% en 2019.

La confiance enregistre une forte chute chez 90% des patrons

Par contre, le Baromètre de l'ADEB enregistre une nette baisse de confiance en l'avenir de la

part des dirigeants des entreprises de grands travaux puisque 90% se déclarent modérément confiants voir inquiets quant à l'avenir.



17% se déclarent inquiets (4 % en 2018) et 72% modérément confiants (57% en 2018)

Au rang de leurs principales préoccupations, les entreprises membres citent :

1. La pénurie structurelle de personnel qualifié chiffrée à 1.500 postes vacants

En 2018, les entreprises ont engagé 1.281 personnes supplémentaires portant le nombre total d'emplois directs dans le secteur des grands travaux à 18.403 personnes ; soit une **augmentation du nombre d'emplois de 7,4%, à périmètre constant**. Cette hausse touche tant les ouvriers (+ 6,1%) que les employés (+ 8,3%).

Toutefois, la pénurie de personnel qualifié est une préoccupation qui prend de l'ampleur d'année en année pour atteindre 59% des dirigeants en 2019.

En effet, 91% des entreprises déclarent vouloir engager en 2019, un chiffre stable par rapport à 2018, mais près de la moitié estime qu'elle ne trouvera pas les profils recherchés. Une pénurie qui concerne tant les ouvriers pour lesquels on constate un manque de qualification ou de formation technique que les employés.

Le nombre de postes à pouvoir est estimé à 1.500 pour 2019.

2. Le manque de vision politique en termes d'aménagement du territoire

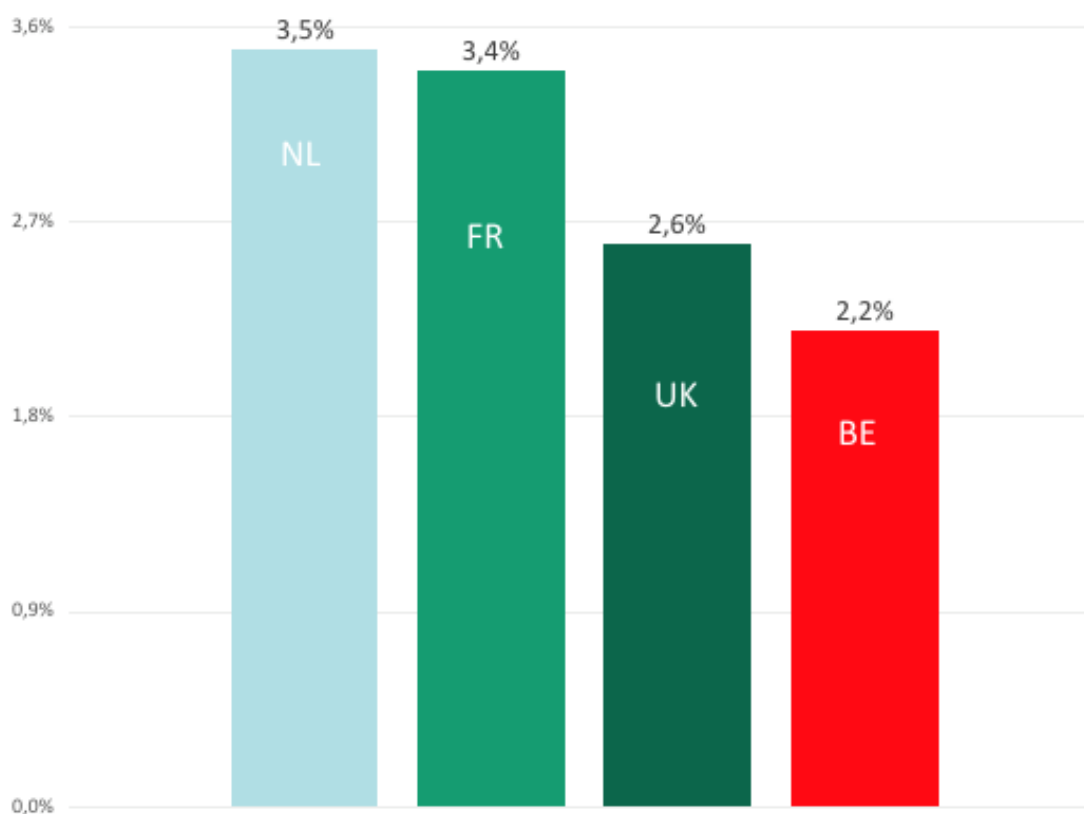
Outre la difficulté d'embaucher du personnel qualifié, les entreprises de grands travaux soulignent le manque de vision politique dans l'aménagement du territoire. "*Quand on engage un jeune à la sortie de ses études, il faut environ 10 ans pour qu'il devienne autonome. Hors, nous n'avons aucune visibilité quant au volume de travail qui nous attend au-delà de la date de fin du chantier ; les chantiers sont lancés coup par coup.*" explique Frédéric Loriaux, Président de l'ADEB et Directeur Général de CIT Blaton.

Si, en 2018, l'investissement public a redémarré pour atteindre 2,4% du PIB, il reste inférieur aux autres pays européens et ne pallie pas le désinvestissement des dernières décennies. "*Notre métier est de bâtir et d'entretenir les infrastructures de demain ; qu'il*

s’agisse de mobilité, d’éducation ou de santé. Sans vision claire de la part du pouvoir politique, il est impossible pour nos entreprises d’assurer une gestion durable des chantiers ou une formation permanente du personnel.” ajoute Didier Cartage, Directeur Général de l’ADEB.

LE POINT SUR LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

En 2018, la Belgique figurait toujours à la traîne du classement de la qualité des infrastructures publiques. En cause, le sous-investissement des dernières décennies et le manque d’entretien des ouvrages.



Toutefois, bonne nouvelle du côté des **tunnels** de la capitale qui ont bénéficié d’importants travaux de rénovation. La majorité des chantiers concernant les tunnels bruxellois nécessitant des travaux urgents et importants devraient être terminés d’ici 2031.

Par contre, la situation problématique des **ponts** reste inchangée. Si la Région Wallonne a prévu la réfection de certains ponts, les autres régions n’ont pas encore pris action. Pourtant, chaque jour, camions et automobilistes empruntent ces ponts, comme la Rampe du Lion à Bruxelles. Il est urgent de prévoir un plan de réfection des ponts.

Même problème du côté des écoles, logements sociaux et hôpitaux qui souffrent d’un manque d’entretien et d’investissement.

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Miser sur la formation tout au long de la carrière

Pour faire face à la pénurie de main-d'oeuvre dans un contexte de guerre des talents, l'ADEB et ses membres misent sur la formation.

Ensemble, ils encouragent vivement la formation en alternance tant pour les métiers manuels qu'intellectuels. Ils se réjouissent de l'opération "Coup de poing pénurie" mise en place par le Gouvernement Wallon avec le soutien du Forem.

De leur côté, 84% des entreprises membres misent sur la formation permanente de leur personnel pour pallier à la pénurie et faire face à la montée en puissance de la technologie dans la construction.

Un engagement politique ferme et une vision pluri-annuelle

A la veille des élections, l'ADEB encourage les prochains gouvernements à développer une vision coordonnée et pérenne en matière d'infrastructures publiques. "*Nos entreprises ont besoin d'un engagement politique ferme qui soit pluri-annuel et qui ne soit pas lié à une législature.*" souligne Didier Cartage. Elle invite les régions Bruxelloise et Flamande à s'inspirer du Plan Wallon d'Investissements 2019-2024 qui donne une vision et une cartographie claire des travaux qui seront effectués durant cette période en Wallonie.

Intégrer l'entretien dans les budgets liés aux infrastructures publiques

Afin d'assurer la pérennité des ouvrages, il est indispensable que les pouvoirs publics prévoient des budgets d'entretien; tant pour les infrastructures existantes que pour les nouveaux projets. Les patrons des entreprises de grands travaux estiment que 1,5 à 2% de la valeur de l'ouvrage doit être consacré à son entretien annuel.

A propos de l'ADEB

L'ADEB, l'Association Des Entrepreneurs Belges de grands travaux, est le représentant et le porte-parole des grandes entreprises de construction en Belgique qui représentent un chiffre d'affaires de 9,5 milliards d'euros soit 15% du secteur de la construction en Belgique et emploient plus de 19.000 personnes. L'Association rassemble 65 grandes entreprises du secteur. L'ADEB est membre de la Confédération Construction. www.adeb-vba.be

Relations presse :

Aurélie Couvreur - aurelie@digitaly.be - +32 497 47 47 69 - www.digitaly.be